



l'actu emmaüs

►► N°195 / Février 2018



TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE



Sommaire

►► **Dossier spécial**
Territoires zéro chômeur

P02 - L'édito

P03 - Un CDI pour tous

P04 - Interview de Laurent Grandguillaume

P05 - Témoignage de Bertrand Deligny

P06 - Témoignages de salariés de La Fabrique

P07 - Interview de Luc Mas, Emmaüs Peupins

►► **Actualités**

P08 - La Nuit de la solidarité

P10 - Interview de Bruno Morel

P10 - L'agora militante

P11 - Le forum mondial des alternatives

P12 - L'appel à projets innovants

►► **L'invité du mois**

P14 - Damien Carême pour la Convention nationale sur l'accueil des migrants

►► **Enquête**

P16 - L'Eco-responsabilité

►► **Pourquoi pas vous ?**

P18 - La formation "Accueil-vente"

P19 - Les services civiques

►► **En bref**

P20 - Les brèves !

2018 : faire de l'emploi un droit





► Directrice de la publication

• Anne Dorsemaine (ladorsemaine@emmaus-france.org)

► Rédaction en chef

• Julie Taton (jtaton@emmaus-france.org),
• Teddy Roudaut (troudaut@emmaus-france.org)

► Avec la participation de

• Jean-Pierre Bachowicz,
vice-président branche économie solidaire et insertion
• Sabine Benjamin (s.benjamin@emmaus-international.org)
• Mathilde Boudier Guermeur
(mboudierguermeur@emmaus-france.org)
• Jean-Frédéric Cambianica (jfcambianica@emmaus-france.org)
• Céline Fabre Lo (cfabrelo@emmaus-france.org)
• Anaïs Jaud (ajaud@emmaus-france.org)
• Thomas Ladreyt (tladreyt@emmaus-france.org)
• Charlotte Martinez (cmartinez@emmaus-france.org)
• Elsa Pietrucci (epietrucci@emmaus-france.org)
• Elise Pradelle (epradelle@emmaus-france.org)

► Maquette

• Teddy Roudaut



« Le droit d'obtenir un emploi et de reconstruire la dignité »



Edito

→ par Jean-Pierre Bachowicz,
Vice-président de la Branche
Economie solidaire et insertion

Les associations *Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée (ETCLD)*, et *Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD)*, sont nées en 2016 pour soutenir le même projet grâce au mouvement ATD Quart Monde, qui dès 1995 s'est intéressé aux travaux de Patrick Valentin sur la lutte contre le chômage.

Le Secours Catholique, Emmaüs France, la Fédération des acteurs de la solidarité, le Pacte Civique, le COORACE et des citoyens ont rejoint le projet.

Emmaüs France soutient le projet « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » car ses fondamentaux font clairement partie des orientations de notre mouvement. À savoir, parier sur une expérimentation, créer de l'emploi durable, venir en complémentarité des actions déjà entreprises sur le territoire, développer des activités

nouvelles répondant aux besoins des personnes, partir des compétences et capacités de chacun, donner une chance à tous et, enfin, parier sur l'intelligence collective d'un territoire pour s'organiser et se réguler en cas de besoin.

Notre Mouvement se retrouve dans les fondamentaux du projet car pour notre fondateur l'Abbé Pierre, nos actions de solidarité visent à redonner du sens à la vie par la relation à l'autre, le plus fragile, et par de la réciprocité. Emmaüs crée des lieux de vie et de travail pour tous ceux qui sont en difficultés comme les communautés, hébergements, accueils, chantiers d'insertion, entreprises, etc... qui sont autant de lieux de résilience, de changements pour se remettre debout, pour valoriser ses compétences et ses capacités, dans un cadre bienveillant.

C'est pourquoi, sur le fond et la forme nous soutenons TZCDLD, nous nous retrouvons dans cette espérance d'un monde plus juste et humain.

Aujourd'hui, l'expérimentation laisse entrevoir de premiers retours d'expérience majoritairement positifs, sur lesquels il faut capitaliser pour aller plus loin, notamment dans le cadre d'une nouvelle loi pour élargir l'expérimentation.

Demain, l'enjeu pour le Mouvement, c'est d'être encore plus présent dans la nouvelle vague de territoires qui vont se porter candidats, par l'implication concrète des groupes Emmaüs, localement bien implantés. Pour ceux qui veulent s'associer à cette aventure, c'est dès maintenant qu'il faut faire émerger un territoire volontaire, nouvel outil complémentaire de l'existant dans la lutte contre le chômage de longue durée.



Un CDI pour tous avec "Territoires zéro chômeur longue durée"

Mobiliser l'argent du chômage pour créer des CDI, c'est l'idée originale de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée. Depuis 2016, dans dix territoires les personnes sans emploi peuvent être recrutées dans des entreprises spécialement imaginées pour correspondre à leurs compétences et leurs envies, en développant de nouvelles activités utiles localement, dans divers secteurs.

En 2 ans, 454 demandeurs d'emplois de longue durée ont déjà retrouvé un travail.

Comment ça marche ?

Et si l'argent servant à indemniser et à aider les chômeurs était utilisé pour créer des emplois ?

Tel est le pari de Territoires Zéro chômeurs : Utiliser les 17 500 euros dépensés par l'Etat, chaque année pour chaque chômeur de longue durée (RSA, allocations logement, formation, manque à gagner fiscal...), pour créer « un emploi utile ».

Derrière ce projet, une idée humaniste : le travail doit s'adapter à l'humain, et non l'inverse. Il ne s'agit pas d'un dispositif supplémentaire. Il ne vient pas d'en haut mais il part des territoires. Le principe du projet est simple : s'appuyer sur des entreprises de l'économie sociale et solidaire (« des entreprises à but d'emploi » - EBE) pour créer des emplois durables, en CDI, sur un temps choisi et rémunéré au SMIC (au départ). Ces emplois sont proposés à tous les chômeurs de longue durée du territoire concerné. Ils sont donc financés en partie en

réorientant les coûts du chômage de longue durée pour l'Etat et les collectivités territoriales, et par le chiffre d'affaires créé par la nouvelle activité économique. Les activités proposées répondent à de vrais besoins des territoires, non encore satisfaits car peu rentables (jardinage, livraison, lavage de draps pour un gîte rural, découpe de bois de chauffe pour les particuliers, cours de danse indienne...) et sont adaptées aux compétences des salariés.

En aucun cas, les activités ne doivent concurrencer les entreprises présentes dans le bassin d'emploi. Il s'agit bien de mettre fin au gâchis humain car personne n'est inemployable, et l'argent ne manque pas puisque le coût du chômage est de 36 milliards d'euros par an ! Ce projet repose sur un consensus local avec tous les acteurs qui sont réunis au sein d'un comité local.

L'expérimentation a lieu dans dix micro-territoires (entre 5.000 et 10.000 habitants) pendant cinq ans. L'objectif est d'arriver à ce que toutes les personnes privées

d'emploi se voient proposer une solution.

Une loi votée pour l'expérimentation

Pour que le projet puisse être mis en place, une loi spécifique, déposée par Laurent Grandguillaume, alors député PS de la Côte-d'Or (et aujourd'hui président de l'association Territoires Zéro chômeur), a été adoptée à l'unanimité en février 2016.

Elle prévoit l'expérimentation du dispositif jusqu'en 2021, sur dix territoires, ainsi qu'un fonds de 15 millions d'euros par an pour financer les emplois créés. Dans un premier temps, c'est l'Etat qui apportera les financements nécessaires. Mais à terme, tous les acteurs qui gagnent à cette initiative - communes, département et régions - pourraient financer le projet. Dans cette optique, les fondateurs du projet espèrent « prouver que les emplois supplémentaires rapportent à la collectivité autant que ce qu'ils lui coûtent ».



En savoir plus !

► Sur le site de TZCLD : www.tzclld.fr

► Contact :

• Thomas Ladreyt

01 41 58 25 36

tladreyt@emmaus-france.org



Depuis janvier 2017, dix territoires de moins de 10 000 habitants, ruraux et urbains, ont donc démarré l'expérimentation. Les territoires retenus sont **Colombelles** (Calvados), **Colombey-les-Belles** (Meurthe-et-Moselle), **Jouques** (Bouches-du-Rhône), **Mauléon** (Deux-Sèvres), la Métropole de **Lille**, la communauté de communes **Nièvre et Forêt** (Nièvre), le 13^{ème} arrondissement de Paris, **Pipriac** (Ille-et-Vilaine), **Thiers** (Puy-de-Dôme) et **Villeurbanne quartier Saint-Jean** (Rhône). Voir carte page 04.

→ Territoires zéro chômeur : une utopie réaliste



Interview de Laurent Grandguillaume, Président de l'association Territoires zéro chômeur



Pourquoi parle-t-on de Territoires Zéro chômeurs comme d'une utopie réaliste?

Nous avons été longtemps qualifiés de « doux utopistes » sur ce projet. Alors, j'ai utilisé pour la première fois l'expression « utopie réaliste » après le vote de la loi pour dire que maintenant notre projet n'était plus seulement un rêve, mais qu'il pouvait devenir une réalité. Si nous voulons réenchanter la politique, il nous faut justement « aller à l'idéal et comprendre le réel » comme le disait Jean Jaurès. Et c'est d'ailleurs ce que font tous les bénévoles au quotidien dans les associations. C'est pourquoi j'ai choisi, après avoir été élu local, puis député, de ne pas me représenter et de m'engager bénévolement dans la vie associative en tant que Président de l'association TZCLD. **J'ai recruté un directeur d'association qui sait ce que c'est que de mettre l'humain au cœur des choix puisqu'il vient d'Emmaüs France, il s'agit de Bernard Arru.**

Nous allons prouver que cela marche pour que d'autres territoires puissent se lancer. Et nous ne comptons pas nous arrêter là car nous souhaitons que ce projet s'internationalise. Dans cette perspective, j'irai le présenter à l'Université d'Harvard aux Etats-Unis à l'invitation du professeur William Wilson qui travaille sur la lutte contre la pauvreté.

Une loi a été votée à l'unanimité, les premiers résultats sont très positifs, quelles suites donner à cette expérimentation? Peut-on imaginer un modèle durable?

La loi a été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ce fut un combat très difficile. En effet, les conservatismes étaient forts et nombreux, j'ai même cru à un moment donné que je n'y parviendrais jamais. Le soutien d'ATD Quart Monde, du Secours Catholique, d'Emmaüs France, du Pacte Civique et de la Fédération des Acteurs de la Solidarité a permis ce succès, tout comme la mobilisation des territoires en amont de la loi.

Si la loi autorise dix territoires à expérimenter pendant cinq ans, il faut maintenant aller plus loin. Non pas en généralisant, nous refusons ce terme. Mais en élargissant à d'autres territoires, au minimum une cinquantaine

dès 2019. Ça serait une deuxième vague d'expérimentation. Ensuite, il faut créer une option dans le droit permettant à tout territoire de pouvoir expérimenter, sans limitation de nombre. Pour réussir, il faudra une deuxième loi mais aussi et surtout des associations mobilisées dans les territoires pour faire émerger les projets en lien avec les élus locaux, les institutions locales et les entreprises. Nous pourrions créer de nouvelles entreprises ou s'appuyer sur des entreprises existantes de l'économie sociale et solidaire, à l'image des entreprises d'insertion, des régies de quartier... Ce projet n'est en concurrence avec personne, à part avec le chômage et avec l'idée que ce dernier serait une fatalité. Il n'appartient à personne, si ce n'est à ceux qui veulent le concrétiser là où ils vivent.



Les territoires retenus

→ Petit zoom sur le Territoire de Colombey -les-belles qui fête son premier anniversaire



Témoignage de Bertrand Deligny, directeur de La Fabrique et ancien directeur du Relais Lorraine



Le territoire Zéro Chômeur de Colombey-les belles fête son premier anniversaire. Comment cela fonctionne-t-il ? Et quel bilan faites-vous au terme de cette première année ?

Nous sommes aujourd'hui 44 salariés répartis sur 5 activités principales : le Maraichage bio, la ressourcerie, les travaux, l'animation autour du lien social dans les villages, les travaux forestiers.

Nous continuons à réfléchir à de nouvelles activités comme un garage solidaire, l'apiculture, la fabrication de matelas en laine à partir des élevages de moutons du territoire...

Le principe étant de partir des souhaits et des compétences des Chômeurs de Longue et durée, qui deviennent, à la suite du premier entretien avec l'équipe, des « proposants » et non plus des demandeurs. Charge ensuite à l'EBE de trouver l'activité en rapport avec les propositions.

Nous avons déjà plus de 70 personnes en attente d'un poste. La difficulté c'est de trouver l'adéquation entre la proposition et les activités. Les seules contraintes étant la non concurrence avec l'activité économique du territoire afin de ne pas détruire des emplois, et notre capacité financière.

L'EBE s'appuie sur les collectivités et l'Etat pour bénéficier d'aides sur les emplois mais aussi pour financer les investissements.

Nous faisons également appel à des fondations ou du financement bancaire. La situation reste fragile car il nous faut développer un chiffre d'affaire suffisant pour financer le reliquat de salaire et d'investissement.

Nous tentons de construire l'entreprise avec les salariés qui sont partie prenante dans la quasi totalité des décisions de la structure. Hormis l'équipe de direction de 3 personnes, il n'y a

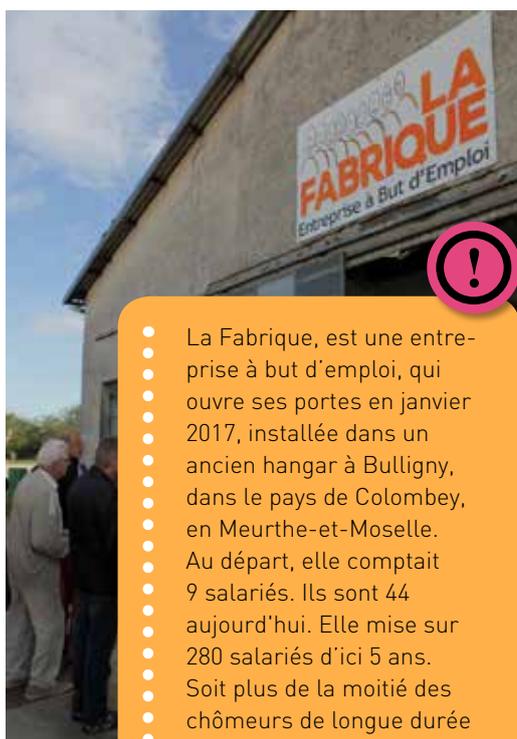
« Notre combat est de démontrer l'utilité sociale avant la rentabilité. »

pas de hiérarchie mais plutôt des référents techniques pour chaque activité.

Comment rendre ces activités pérennes et autonomes ?

Les activités sont réellement utiles sur le territoire mais ne peuvent pas trouver leur autonomie sans les aides à l'emploi. Notre combat est donc de démontrer l'utilité sociale avant la rentabilité.

Cependant, certaines activités trouveront probablement leur autonomie financière à moyen terme, mais si nous voulons conserver notre rôle, cela ne peut pas être notre seule motivation, au risque de reproduire un modèle d'entreprise classique auquel nous souhaitons justement échapper...



- La Fabrique, est une entreprise à but d'emploi, qui ouvre ses portes en janvier 2017, installée dans un ancien hangar à Bulligny, dans le pays de Colombey, en Meurthe-et-Moselle.
- Au départ, elle comptait 9 salariés. Ils sont 44 aujourd'hui. Elle mise sur 280 salariés d'ici 5 ans.
- Soit plus de la moitié des chômeurs de longue durée des environs.



→ Témoignages de salariés de La Fabrique...



« J'ai toujours eu envie de devenir maraîcher et grâce au projet, je démarre une nouvelle carrière. »

Loïc



« J'aime le contact humain et l'entreprise à but d'emploi (EBE) me permet aujourd'hui de favoriser le lien social sur mon territoire, tout en suivant une formation adaptée. »

Iryna



« Avant il fallait aller loin pour trouver un emploi. Maintenant je travaille près de chez moi. »

Eric



« Le projet connecte des personnes qui ont du savoir faire et des communes qui ont des besoins non-satisfaits. Nous, notre travail, c'est de trouver l'équilibre entre ces deux versants. »

Basile



→ « Une utopie aussi délirante qu'une Communauté ! »



Interview de **Luc Mas**, Responsable du chantier d'Insertion et co-responsable de la communauté Emmaüs Peupins



Pourquoi Emmaüs Peupins a souhaité participer à l'expérimentation sur le territoire de Mauléon (dans les Deux-Sèvres) ?

Lors du lancement du projet, bien en amont de la loi, tous les acteurs du territoire se sont engagés derrière les porteurs du projet et les élus. La Communauté Emmaüs s'y est associée, car depuis ses débuts, elle est en recherche constante de solution contre le chômage (Création des AdB, Création de 2 Chantiers d'Insertion, ...). Cela ne pouvait pas se faire sans nous. Une EBE, c'est une utopie aussi délirante qu'une Communauté ! Alors apportons aussi nos expériences en la matière, pour travailler solidairement.

Mais on ne peut pas rêver un tel projet sans être attentif à ses propres intérêts : accueillir et héberger des personnes vulnérables tout en leur fournissant du travail. Le territoire délimité pour l'expérimentation est petit, et c'est le même que celui sur lequel la Communauté exerce ses actions. Nous portons aussi un Chantier d'Insertion, il fallait que les idées de travaux utiles ne viennent pas percutées les actions déjà mise en place par la Communauté. Et pour ça, il faut être présent dès le départ, avant même que le projet d'EBE ne devienne réel.

En quoi consiste ton rôle dans le " Comité local d'emploi " du territoire ?

Le Comité a pour mission de veiller à l'exhaustivité du recrutement de toutes les personnes en situation de chômage de longue durée. Tout le monde n'est pas forcément connu

par Pôle Emploi et/ou le service social du département. Une Communauté, elle, agit en proximité auprès des personnes, au seuil des institutions. Elle connaît des gens qui n'ont pas envie, ou qui n'ont jamais pu, se faire connaître. C'est donc un travail de mise en relation et de confiance. Le Comité doit aussi surveiller que les activités développées par l'EBE ne viennent pas en concurrence de choses existantes, que ce soit dans la sphère économique des entreprises privées ou dans le monde associatif, que ce soit dans l'auto-entrepreneuriat ou l'artisanat. Mais il y a tellement d'activités, dites "non rentables", à faire sur un territoire. Il y aura toujours de la place pour tous. Il suffit juste de s'accepter. Et c'est aussi le rôle du Comité de veiller à cette synergie et cette cohésion.

Quel regard portes-tu sur ces deux premières années d'expérimentation, quel en est le bilan ?

D'un point de vue humain, mon premier regard est celui de la joie et de la dignité retrouvée.

Le territoire de Mauléon porte l'une des toutes premières EBE de l'expérimentation. Nous nous bagarrons depuis le début pour que cette utopie devienne réalité. Nous allons donc entrer bientôt dans la phase d'évaluation nécessaire aux décideurs politiques pour étendre, ou non, cette expérimentation à d'autres zones. Ce que je peux en dire aujourd'hui, c'est que pour chaque territoire, il y aura une EBE différente : avec des « zéro chômeurs différents », il y a des

compétences différentes et donc des activités mises en œuvre différentes. Il ne faudra aucunement chercher à reproduire à l'identique ce que nous faisons ici en monde rural, ou ce qui se fait dans des territoires urbains ou péri-urbains. Il faudra user de tout son génie pour adapter l'EBE à son milieu. Ça va être compliqué à faire comprendre dans notre société jacobine !

En guise de conclusion, je dirai seulement qu'on ne peut pas chercher à réaliser l'exhaustivité du recrutement de tous les chômeurs de longue durée d'un territoire sans penser à un vrai modèle d'entreprise, avec une vraie réflexion sur la gestion des ressources humaines. On entre dans la catégorie « plus de 50 salariés », pour cela, il faut définir des vraies règles nécessaires à la gouvernance et l'encadrement. On ne peut pas seulement compter sur la bonne volonté des salariés pour vivre ensemble et organiser le travail. C'est aussi pour ça qu'il y a des co-responsables dans nos Communautés. Est-ce un modèle à adopter ?

Selon toi, faudrait-il développer cette expérimentation sur l'ensemble des territoires ?

Oui, pour moi, c'est une bonne solution pour prendre à bras le corps le problème du chômage. Et il est entièrement basé sur l'engagement solidaire d'un territoire pour redonner confiance à la population qui l'habite. Mais on doit accepter de changer radicalement sa vision de la structuration du travail dans notre société.



Nuit de la solidarité : « Mettre un visage sur les personnes qui vivent à la rue »



L'équipe :
Sophie, Erisi, Bruno Morel, Delphine et Jacques.

Dans la nuit du jeudi 15 février, la ville de Paris a réalisé sur l'ensemble de son territoire un décompte anonyme des personnes sans-abri, une initiative inédite en France. Pour la mener à bien, 2 000 citoyens volontaires se sont mobilisés aux côtés de 40 associations, telles qu'Emmaüs solidarité, Aurore, La croix rouge, L'armée du salut ou Les enfants du canal. L'objectif de la Mairie est de pouvoir mieux adapter ses dispositifs d'aide, notamment en période de grand froid. Ce genre d'opération existe déjà à New York, Bruxelles ou Athènes et devrait être renouvelé à Paris en 2019.

Reportage

20h. Rendez-vous à la mairie du 4^{ème} arrondissement où les participants suivent une formation de deux heures avant de partir arpenter les rues de la capitale, à la rencontre des sans-abri. Comme un peu partout dans Paris, au même moment, un formateur énumère les règles éthiques et les conseils pratiques aux équipes de bénévoles, dont beaucoup vont faire une maraude pour la première fois de leur vie : « Respectez strictement l'anonymat, même si la personne vous donne son prénom », « on ne réveille pas de personne endormie », « on ne rentre jamais dans des tentes fermées, ce sont des lieux privés »...

- De 22 heures à 1 heure du matin, 350 équipes composées de personnels associatifs et de parisiens volontaires, et dirigées chacune par un travailleur social, ont quadrillé les 20 arrondissements de Paris « rue par rue ».

22h09. Après avoir organisé leur itinéraire, Erisi (chef d'équipe et auxiliaire socio-éducatif au centre d'hébergement Emmaüs solidarité

de la Chapelle), Delphine, Jacques et Sophie, partent sillonner les rues du 4^{ème} arrondissement, dans les moindres recoins, pour n'oublier personne.

Pour chaque personne rencontrée, ils remplissent un questionnaire (non obligatoire) pour permettre également « d'améliorer la connaissance des profils et des besoins des SDF ». Des questions comme « où pensez-vous passer la nuit ? », « quand avez-vous été hébergé pour la dernière fois ? », « avez-vous essayé d'appeler le 115 [le numéro du Samu social] ? », « avez-vous des problèmes de santé ? » Mais dans la nuit parisienne la rencontre n'est pas toujours évidente et les réponses se font rares...

Malgré des heures de marche et le froid, leur motivation reste intacte. A la question « pourquoi êtes vous là ce soir ? », chacun évoque le besoin de participer à une action de solidarité et de ne pas rester passif face à la souffrance. Comme Delphine et Jacques, venus en couple, qui pensent « qu'il faut que les citoyens se mobilisent, que ce n'est pas réservé aux professionnels, et que chacun doit contribuer à sa façon ». Ou Sophie qui « croise des SDF tous les jours » et qui se sent

« tellement impuissante... » mais ne veut « pas être complice ».

00h19. Fin du quadrillage. Retour à la mairie. Fatigués mais heureux de cette expérience, ils se promettent de se retrouver le jour des résultats, bien décidés à ne pas s'arrêter là.

Et après ?

- Les premiers résultats ont été dévoilés mercredi 21 février. La mairie de Paris a annoncé avoir recensé 2 952 personnes dormant dehors, auxquelles on peut ajouter les 672 hébergées de façon très provisoire, pendant la période de grand froid, dans des gymnases et des salles de mairies, ce qui porte le total à **3 624 sans-abri**.
- Le 20 mars il y aura une séance dédiée à l'analyse des questionnaires en présence des volontaires.





« Je suis très fier des équipes d'Emmaüs solidarité »

Interview de Bruno Morel, Directeur général d'Emmaüs solidarité.



Pourquoi Emmaüs Solidarité participe à cette nuit de la solidarité ?

Tout d'abord parce que nous sommes un acteur de la veille sociale et de l'hébergement d'urgence en Ile de France. Et malgré des efforts récents des autorités en création de places, ce n'est pas suffisant pour être à la hauteur des besoins. Il n'existe pas non plus de données consolidées sur le nombre réel de SDF, les chiffres de l'INSEE remontent à 2012 et indiquaient environ 141 500 SDF en France dont 28 000 en Ile de France. Nous on voit bien qu'en 6 ans ça a bien changé et que la situation s'est aggravée. A titre d'exemple, pour la simple période de grand froid, depuis le 5 février, on a ouvert en une semaine 279 places d'urgence

supplémentaires (dont 264 à Paris et 15 dans le 94). Il est temps qu'on étudie des réponses adaptées. On a notamment besoin de plus de places d'urgence et de logements à coûts abordables, pour qu'il n'y ait réellement plus de personnes à la rue.

Un autre aspect bénéfique de l'opération, c'est qu'elle associe à la fois des professionnels associatifs et des parisiens bénévoles, c'est un bon indicateur de l'intérêt des citoyens ! Cela permet de faire passer un message au grand public : la rue n'est pas une solution. Mais aussi un message positif en contradiction aux discours stigmatisants. Oui les citoyens sont prêts à s'engager dans des actions au service des personnes en difficultés !

Qu'attendez-vous de cette opération ?

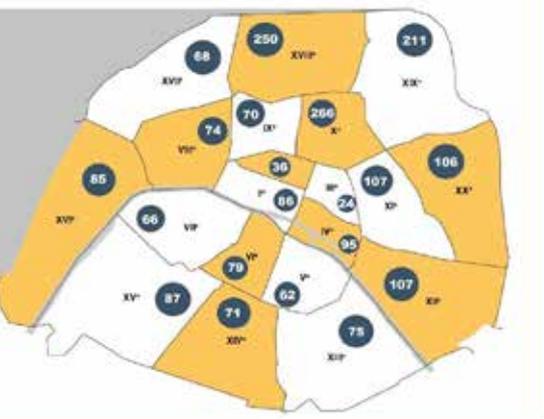
Nous avons eu les premiers résultats mercredi 21 février. 2952 SDF ont été comptabilisés pendant la Nuit de la Solidarité, plus 672 personnes hébergées de façon très provisoire, pendant la période actuelle de grand Froid. Ce constat, après une analyse quantitative, n é c e s s i t e évidemment un plan d'actions, en

mobilisant des solutions pérennes. On espère pouvoir ensuite travailler avec tous les acteurs : la ville, l'Etat et les associations mais aussi les services de santé, sur ce plan d'action pour permettre de traiter la question du sans-abrisme. Cette question est toujours traitée sous la pression de l'actualité et du thermomètre, nous allons enfin avoir quelque chose de plus réaliste. Il serait d'ailleurs intéressant de pouvoir recommencer ce genre d'opération à d'autres périodes, notamment l'été.

Ce que j'attends, c'est surtout des réponses sur le long terme et non ponctuelles, et qu'on puisse dorénavant beaucoup plus anticiper. J'attends aussi qu'on sorte enfin de cette polémique stérile des chiffres. Je pense qu'il faudrait décliner cette initiative à l'échelle de la métropole et des grandes villes.

Total de personnes rencontrées: 2 952

2 025 personnes sans abri rencontrées dans les rues de Paris (hors zones spécifiques et hors partenaires)



738 personnes sans abri rencontrées par les partenaires

- 377 personnes
- 49 personnes
- 112 personnes
- 200 personnes
- Zones spécifiques: 189 personnes



Emmaüs Solidarité et la nuit solidaire

- 45 chefs d'équipe
- Une quinzaine de volontaires
- L'ouverture de 3 sites au public pour échanger avec les volontaires :
 - Coustou (18^{ème}) ;
 - Jouhaud (10^{ème}) ;
 - Louvel-Tessier (11^{ème})
- 40 salariés ont aussi participé à la soirée test réalisée le 24 janvier dans le 10^{ème} arrondissement





Agora militante : l'activisme au coeur de l'interpellation



Lundi 12 février, plus de 80 militants du mouvement Emmaüs, représentant 23 groupes, se sont réunis à Montreuil pour réfléchir à de nouveaux modes d'interpellation politique. Cette journée a été l'occasion de découvrir « l'art de l'action directe non violente » grâce à l'intervention de Xavier Renou, fondateur du collectif « Désobéissons ». Sa présentation a permis de mieux comprendre les différents types d'actions possibles et les risques encourus à travers des exemples concrets, tels que la mobilisation contre l'aéroport de Notre Dame des Landes ou les faucheurs de chaises d'Alternatiba dans des centres de la BNP.

Dans l'après-midi, les participants se sont réunis en ateliers thématiques pour mettre en pratique les apprentissages du matin et imaginer 6 nouvelles actions pour défendre nos combats : l'accueil inconditionnel, les droits des personnes migrantes, les droits des sans-abris, les droits des détenus, la lutte contre la stigmatisation des pauvres et la valorisation de l'économie circulaire et solidaire. En fin de journée, l'ensemble des participants a voté pour trois actions, parmi les 6 propositions. Elles seront présentées au CA d'Emmaüs France, pour que celui-ci choisisse celle à mettre en œuvre.

Les trois actions retenues

Démentir les idées reçues sur les personnes migrantes

- ☑ Mettre des gilets de sauvetages dans toutes les fontaines de France pour symboliser les personnes noyées en méditerranée.
- ☑ Envoyer des cartons rouges dans toutes les administrations
- ☑ Fabriquer des préfectures sur roulettes pour délivrer des papiers à tous
- ☑ Organisation d'une journée nationale de dépôt de plaintes massif contre l'administration française pour non-assistance à personnes en danger dans tous les commissariats de France
- ☑ Organiser des activités d'intérêt général (rénovation, nettoyage...) avec des demandeurs d'asiles pour revaloriser l'image des migrants dans la société.

Dénoncer le mobilier Urbain Anti-SDF

Renforcer la campagne de la Fondation abbé Pierre et d'Emmaüs solidarité.

Pour mémoire :

- ☑ Un inventaire cartographié du mobilier urbain anti-SDF
 - ☑ La médiatisation de cette carte, conférence de presse et rencontre des élus
- Suites à réaliser :
- ☑ Signalétique culpabilisante sur le mobilier (Stickers, street-artistes...)
 - ☑ Communication (photos/ réseaux sociaux)
 - ☑ Mobiliser les architectes, fabricants, designers, artistes... (et peut-être organiser un concours pour un nouveau design urbain)

Dénoncer le Déni de solidarité et mobiliser la solidarité citoyenne

- ☑ Début juin, organiser simultanément dans toute la France des Agoras citoyennes devant les palais de justice
 - Inviter et mobiliser plusieurs associations, élus locaux, avocats, magistrats et citoyens
 - Appeler les citoyens à signer une charte de la solidarité préalablement rédigée.
- ☑ Une semaine plus tard centraliser la mobilisation devant le ministère de la justice en organisant un grand rassemblement.

Cette journée a également permis d'envisager la création d'une cellule d'activistes au sein du mouvement Emmaüs, susceptible de réagir en cas d'urgence ou de difficultés rencontrées par un groupe, ou pour organiser une action directe non violente. Afin de rendre cette cellule opérationnelle, une formation de deux jours aux actions directes non-violentes sera organisée avec Xavier Renou en avril 2018.

En savoir plus !

►► Pour plus d'infos ou pour vous inscrire à la formation aux actions non-violentes :

- Elsa Pietrucci
epietrucci@emmaus-france.org





Le 1^{er} forum mondial pour porter la voix des plus exclu.e.s

Genève du 17 au 20 septembre 2018



Patrick Atohoun,
président d'Emmaüs International,
donne le top départ !



Jesolo 2016

Pourquoi organisez vous ce forum ? Lors de notre Assemblée Mondiale, à Jesolo en 2016, nous avons décidé d'organiser ce Forum pour aller à la rencontre des forces vives qui luttent partout dans le monde contre les causes de la pauvreté.

En Europe, en Asie, en Amérique et en Afrique, les groupes Emmaüs participent quotidiennement à la transformation de nos sociétés. Nous devons rendre visibles nos alternatives et nos interpellations pour faire entendre la voix des plus exclu.e.s.

Quel va être le programme? Pendant quatre jours, nous échangerons sur nos expériences, débattrons en ateliers, partagerons des moments culturels... autour de nos trois combats en faveur d'une économie éthique et solidaire, de la justice sociale et environnementale et, de la paix et la liberté de circulation pour une citoyenneté universelle.

Tous les groupes d'Emmaüs International sont invités. Des alliés et associations du monde entier partageant nos valeurs seront aussi présents. Ensemble, nous aurons ainsi l'occasion de réfléchir à la mise en place d'alliances et de campagnes d'interpellation communes.

Pourquoi avoir choisi la ville de Genève ? Nous avons choisi la ville symbolique de Genève car pendant notre Forum, des représentants de tous les Etats du monde seront réunis à la Commission des Droits de l'Homme (CDH) de l'ONU. Grâce à son statut de membre du Conseil Economique et Social de l'ONU, Emmaüs International prendra officiellement la parole, lors de la 39^{ème} Conférence de la CDH.

Plus de 10 ans après le décès de l'abbé Pierre, nous devons reprendre le flambeau et faire à nouveau entendre « la voix des sans voix », à l'échelle internationale, auprès du grand public et des décideurs.

Grâce à la mobilisation de toutes et tous, faisons de ce Forum, une étape importante de la vie de notre Mouvement !



En savoir plus !

- ▶ Ouverture des inscriptions : à partir de fin mars
- ▶ Participation : 2 représentants par groupe Emmaüs (plus, si disponibilités restantes)
- ▶ Pour toute question :
 - s.melchiorri@emmaus-international.org



Créativité, inventivité, nouveauté, originalité... Emmaüs innove !

→ Par Charlotte Martinez

Parce que la précarité change sans cesse de visages, les groupes Emmaüs ont toujours su inventer des nouvelles réponses pour mieux lutter contre l'exclusion et la pauvreté. C'est pourquoi Emmaüs France a lancé en septembre 2017 un appel à projets innovants. Sur 29 projets candidats, 15 ont été sélectionnés et validés par le Conseil d'Administration d'Emmaüs France au début du mois de février et recevront un total de 480 000€

de subvention. Un nouvel appel à projets innovation sera lancé en avril 2018. Retour sur les grandes tendances et coup de projecteur sur trois d'entre eux !

Toutes les actions retenues

Groupe	Projet
Ateliers du Bocage	Identification et prospection de projets de mutualisation Groupes Emmaüs R3
Association Espaces	Structuration de l'activité d'agriculture urbaine
Emmaüs Brive	Emmaüs Bis-éco : création d'une recyclerie proposant des services aux personnes en précarité
Tero Loko	Dynamisation d'un territoire rural par l'accueil et l'insertion de réfugiés
Emmaüs Grenoble	Création d'une cabine équipée pour l'aérogommage
Les Eaux Vives	Les 5 Ponts : Construire collectivement un lieu de partage et d'avenir pour les personnes à la rue
Plateformes Livres	Développement des plateformes livres Emmaüs
La Friperie Solidaire	Relooking vestimentaire responsable au service de l'économie circulaire
Emmaüs alternatives	« Casiers solidaires ». Ce projet est né au Portugal, suite au constat de l'association ACA, Associação Conversa Amiga (Association pour la Conversation Amicale).
Emmaüs Lespinassière	Création d'une structure agro-écologique pour l'insertion des détenus en fin de peine
EBS Le Relais Est	Création d'une légumerie d'insertion locale & bio
Atelier Emmaüs	Démarrage des opérations de l'atelier de menuiserie qui forme des apprenants parmi les plus exclus
Emmaüs Connect	Développer l'inclusion numérique des personnes au sein du Mouvement Emmaüs
Emmaüs Forbach	Création d'une gamme d'objets à base de vaisselle broyée
Emmaüs Scherwiller	Refabrication : création de nouveaux meubles uniques en série à partir de déchets d'ameublement



Les grandes tendances

- ☑ Des projets sur les thématiques de l'agriculture, l'économie circulaire, la lutte contre l'exclusion, les nouveaux modes d'accompagnement et la mutualisation dans les groupes Emmaüs.
- ☑ Des groupes qui souhaitent partager leurs nouvelles solutions et sollicitent l'appui d'Emmaüs France pour essaimer leurs projets.



Economie circulaire

Bric : le réemploi des déchets de vaisselle ► Emmaüs Forbach

Comment trouver une solution de réemploi pour la vaisselle usagée ? C'est la question à laquelle souhaite répondre le projet porté par la communauté de Forbach, en lien avec « Faubourg 132 » et Castel Coucou, des collectifs d'artistes et designers. « *On nous a lancé le défi de chercher une nouvelle manière de revaloriser les déchets. Les services dépareillés de vaisselle étant problématiques, nous nous sommes penchés sur la question* » explique Chloé Petitjean Légerot, designeuse. Rapidement, ils ont eu l'idée de recréer un nouveau matériau composé de vaisselle et d'un liant, qui peut servir à créer des objets décoratifs, du petit mobilier, et des dalles murales. Une nouvelle solution de réemploi des déchets, tout en créant une activité valorisante pour les compagnons et une source de revenus supplémentaires pour la communauté !



En savoir plus !

►► Découvrez tous les projets sélectionnés dans les prochains numéros de l'Actu Emmaüs !
►► Pour plus d'infos/contacts : cmartinez@emmaus-france.org

Lutte contre l'exclusion

Des Casiers Solidaires pour permettre aux SDF de stocker leurs affaires ► Emmaüs Alternatives

Le projet « casiers solidaires » est né au Portugal, suite à un premier constat des associations: les SDF ont besoin d'un endroit sécurisé pour stocker leurs affaires. L'offre en bagageries et vestiaires ne correspondant pas toujours à la demande des grands exclus vivant à la rue, le projet a pour objectif d'installer des casiers dans la rue et de les rendre accessibles 24h/24, tout en proposant à chaque bénéficiaire des rendez-vous hebdomadaires sur place avec des travailleurs sociaux pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle. Emmaüs Alternatives se propose de développer cette initiative et d'installer 24 casiers à Montreuil et Paris. « *J'avais un problème sur la tête qui pesait 100 kg, maintenant il pèse 40 kg* ». (Carlos, utilisateur d'un casier à Lisbonne).

Une nouvelle façon de créer du lien social pour construire un chemin qui sort, progressivement et par étape, les personnes de la rue.



Agriculture et lutte contre l'exclusion

Insérer des réfugiés grâce à l'activité maraîchère ► Tero Loko

Après 5 ans de travail et de bénévolat dans des structures de demande d'asile, Marie, Adeline et Lucie ont fait un triple constat : 1) l'accueil tel qu'il est proposé dans les centres d'accueil et d'hébergement pourrait être beaucoup plus incluant si ces lieux étaient plus ouverts sur le territoire, 2) de plus en plus de réfugiés arrivant en France sont non alphabétisés et viennent du milieu rural et agricole et 3) certains territoires ruraux font face à un vrai problème de désertification. Tero Loko, c'est le projet de créer un lieu d'accueil mixte en Isère, qui permettra à des habitants du territoire et à des réfugiés d'être employés sur la structure en contrats d'insertion, d'être hébergés ou logés avec leur famille, et de se reconstruire en s'intégrant économiquement et socialement sur un territoire. L'activité reposera sur du maraîchage, de la boulangerie et de la transformation des produits du jardin, dans une démarche d'agriculture biologique. « *Tero Loko, c'est permettre à des réfugiés de se reconstruire et de s'insérer dignement et durablement. Des objectifs qui passent par un toit, un emploi, être accompagné, et vivre dans un contexte facilitant l'échange et la rencontre* », explique Adeline, la co-fondatrice.

C'est aussi une façon de prouver qu'accueillir des personnes réfugiées peut être une véritable source de richesses sur un territoire, que ce soit économiquement, culturellement ou socialement. L'accueil peut participer à la dynamisation de territoires ruraux.

Trois des actions retenues



Une convention pour les migrants : Interview de Damien Carême,

Maire de Grande-Synthe et militant de la campagne Article 13



Dans un contexte de sécurisation et de fermeture des frontières européennes, l'accueil des réfugiés s'impose dans le débat public et dans nos réalités locales. C'est dans ce contexte que Grande-Synthe organise la Convention nationale sur l'accueil et les migrations les 1er et 2 mars prochains !

Deux jours de débats pour réfléchir collectivement à une politique d'accueil fondée sur la solidarité et le respect des droits humains et pour questionner les pouvoirs publics. Avec la participation notamment de nombreuses associations et ONG dont des représentants du Mouvement Emmaüs comme Thierry Kuhn, Président d'Emmaüs France et Sylvie Desjonquères, responsable de la Communauté de Dunkerque.



« [Faire] changer le regard sur l'accueil et les migrations. Nos gouvernants n'ont de cesse de jouer sur les peurs autour des ces questions. Il est temps de montrer un autre visage grâce à ce que réalisent toutes les associations, toutes les ONG, et même de nombreux élus qui luttent inlassablement contre les replis sur soi. »

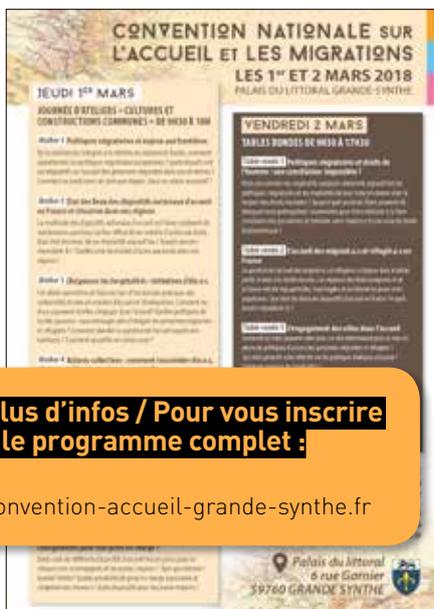


Pourquoi organiser une Convention nationale sur l'accueil et les migrations à Grande-Synthe ? Quel est votre objectif ?

J'ai souhaité organiser cette Convention Nationale sur l'Accueil et les Migrations rassemblant de nombreux élus locaux français et européens, députés européens, acteurs associatifs, ONG et citoyens car ils ne se sont jamais retrouvés tous autour de la table pour dire d'une même voix qu'un autre accueil est possible en France. Que des solutions, si tout le monde se parle, peuvent être mises en oeuvre sur tout le territoire. DES solutions, car il n'y a pas UNE solution. Les exilés que nous rencontrons à Calais, Ouistreham et Grande-Synthe par exemple, ne souhaitent pas la même chose que ceux qui sont à Paris, à Lyon ou dans la vallée de la Roya. Ils veulent se rendre vers cet eldorado qu'est la Grande-Bretagne. Ceux qui "élisent" domicile à Nantes, à Laval, à Toulouse ou à Strasbourg souhaitent rester. Les solutions doivent donc être diverses, plurielles.

Qu'en attendez-vous ? Quelles sont les suites que vous espérez ?

J'attends que tous les participants, en parlant d'une même voix, fassent changer le regard sur l'accueil et les migrations. Nos gouvernants n'ont de cesse de jouer sur les peurs autour des ces questions. Il est temps de montrer un autre visage grâce à ce que réalisent toutes les associations, toutes les ONG, et même de nombreux élus qui luttent inlassablement contre les replis sur soi. À l'heure de l'examen d'une loi inutile et liberticide au parlement, il faut faire entendre un autre discours. Celui de la société civile. Les rangs de cette société civile n'en finissent plus de grossir. De nombreuses expressions se font jour aujourd'hui : monde culturel, monde économique, proches du président... Il faut imposer notre vision. Cette convention se situe à mi-parcours des Etats Généraux des migrations, organisés par plus de 400 associations en France. C'est un point d'étape et une rencontre avec le « monde politique » indispensable car il faut aussi son implication.



Pour plus d'infos / Pour vous inscrire / Pour le programme complet :

<http://convention-accueil-grande-synthe.fr>





Personnalités présentes :

Anne Hidalgo (Maire de Paris), Benjamin Stora (Historien, Professeur et Président du Musée national de l'histoire de l'immigration), Edwy Plenel (Médiapart), Eric Piolle (Maire de Grenoble), Frédéric Leturque (Maire d'Arras), mais également Benoit Hamon, Aurélien Taché (Député LREM, auteur du rapport récent sur l'intégration des immigrés), Eric Coquerel (Député La France Insoumise), Michel Agier (Directeur d'études à l'EHESS), Rony Brauman (co-fondateur de MSF), Cédric Herrou, (militant de la Roya) ainsi que des représentants du HCR, de la Cimade, de MDM et des associations locales...

Vous qui connaissez bien Emmaüs et ses engagements envers l'accueil des migrants, comment définiriez-vous les actions d'Emmaüs ?

Les actions d'Emmaüs sont indispensables, primordiales. Qui mieux qu'Emmaüs représente la lutte pour le respect et la dignité ? Le mouvement est fortement impliqué car une personne sans toit reste un être humain sans toit, quelle que soit sa couleur, sa religion, son origine, son histoire. Le combat est le même. Et je trouve admirable le mouvement et les différentes communautés dans leurs interventions. Car ça n'est simple pour personne. Ce combat est bien évidemment politique...au sens noble du terme. Et Emmaüs est très actif aussi sur ce plan, ce qui me semble très important. Le nom porte. Il faut repousser les limites.

Le programme



« Les actions d'Emmaüs sont indispensables, primordiales. Qui mieux qu'Emmaüs représente la lutte pour le respect et la dignité ? »

Jeudi 1er mars

► Journée d'ateliers « cultures et constructions communes » de 9h30 à 18h

- Politiques migratoires et enjeux aux frontières européennes
- États des lieux des dispositifs nationaux d'accueil et situation dans nos régions
- (Re)penser les hospitalités : initiatives d'élu.e.s
- Actions collectives : comment rassembler élu.e.s, citoyens et acteurs associatifs ?
- Entre la légalité et la légitimité à agir : comment assumer nos responsabilités collectives ?
- Les mineurs non accompagnés étrangers et les jeunes majeurs au cœur de nos préoccupations : quels changements pour leur prise en charge ?

Vendredi 2 mars

► Tables rondes de 9h30 à 17h30

- Politiques migratoires et droits humains : une conciliation impossible ?
- L'accueil des migrant.e.s et réfugié.e.s en France
- L'engagement des villes dans l'accueil
- L'Europe et les migrations : Quelles politiques européennes de l'accueil et des migrations ?





Et si le mouvement Emmaüs devenait le champion de l'éco-responsabilité ?

→ Par Mathilde Boudier-Guermeur

Emmaüs champion de l'éco-responsabilité ? C'est l'objectif que se sont fixées les Assises de Régions en 2017. Afin de lutter contre la pauvreté, Emmaüs s'est inscrit très tôt, grâce à l'activité du réemploi, dans l'économie circulaire et dans la préservation de l'environnement. Mais depuis quelques années les groupes développent également de nombreuses actions écologiques innovantes, qui méritent d'être partagées et encouragées.

Ces 6 derniers mois, vous avez sûrement entendu parler, au détour d'une Assemblée de Région, de la notion d'éco-responsabilité. Mais qu'est-ce que c'est ?

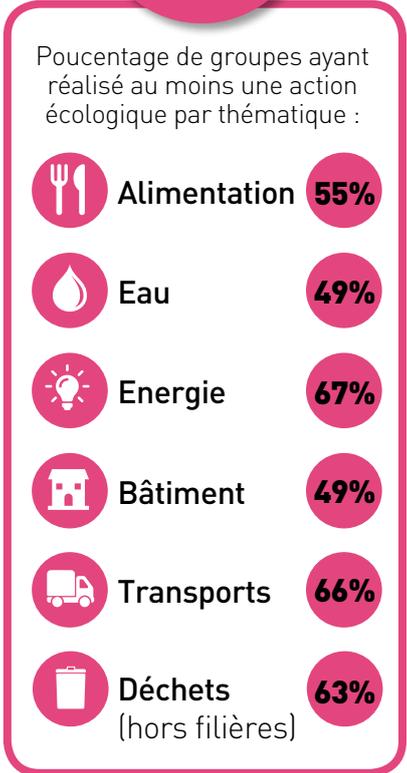
Comme l'a très bien défini Emmaüs Redené, être éco-responsable c'est être respectueux de l'environnement, c'est faire des économies d'énergie, c'est s'inscrire dans une démarche de réduction des déchets, tout en recherchant des avantages environnementaux, sociaux et économiques pour chaque action. Une étude des pratiques écologiques des groupes Emmaüs a été réalisée entre juin et décembre 2017, afin de représenter la diversité des actions présentes dans les groupes. Plus de 100 participants sur 8 régions ont participé ! Voici en exclusivité les premiers résultats - une étude plus approfondie par région vous

sera également transmise très prochainement (les données récoltées sont non exhaustives). Toutes les structures et tous les acteurs (compagnons, salariés en insertion, responsables, bénévoles, salariés..) sont concernés. D'ailleurs Emmaüs Buisnière-et-Pruns a inscrit dans le projet pédagogique de son centre de loisirs, la découverte du milieu environnant et incite les locataires et bénévoles à respecter les pratiques écologiques.

Groupes Emmaüs ayant participé à l'étude des pratiques écologiques



Les 6 grandes familles de l'éco-responsabilité



Et pourquoi pas vous ?
▶ Vous avez une idée de projet pour votre région ou pour votre groupe ? Dites-le nous !
▶ Et pour toute information complémentaire, Mathilde Boudier Guermeur d'Emmaüs France : mboudierguermeur@emmaus-france.org





Mais concrètement, que font les groupes ?

Alimentation



Emmaüs Angoulême

S'approvisionner auprès des producteurs locaux est meilleur pour la santé, participe à l'économie locale et permet au cuisinier de laisser libre cours à ses recettes. Par exemple, la Communauté d'Angoulême a diversifié ses fournisseurs et privilégie les circuits courts. Ils ont mis plusieurs mois à s'organiser mais depuis tout fonctionne ! Ils ont aussi des ruches, un potager, un compost...

La communauté de Nantes fait appel à des moutons pour tondre leur terrain.



Emmaüs Pau

Développer une activité de maraîchage et de ferme permet d'accueillir plus de personnes, de manger plus sainement et peut même être une source de revenus. Par exemple, la Communauté de Pau est fortement engagée dans l'agroécologie et le zéro pesticide. Quoi de mieux que de manger des légumes qui vivent au rythme des saisons dans le respect de la biodiversité ? Ce gros « potager » de 5 hectares est une alternative aux grosses centrales de distribution comme Métro. Et grâce à cette activité, ils ont pu accueillir plus de compagnons à la communauté. Par exemple, en cuisine, ils sont passés de 3 à 19 personnes. Ils proposent des menus végétariens à chaque repas et ils ne font aucun gaspillage car tout est donné aux cochons ou mis au compost... Une belle aventure !



Eau

Energie



Les Ateliers du Bocage

La chaudière à bois est une des sources d'énergie les plus utilisées par les groupes Emmaüs comme chez les Ateliers du Bocage. Le bois est une source d'énergie qui est « neutre » pour l'environnement (si respect de certaines conditions), qui est économique et facile d'utilisation. Plus globalement, d'autres moyens de production d'énergie sont utilisés dans le mouvement. On retrouve de la géothermie qui permet le chauffage au sol chez **Emmaüs Laval**, une pompe à chaleur qui utilise l'énergie contenu dans l'air extérieur pour se chauffer chez **Emmaüs Limoges** ou encore des panneaux solaires chez **Emmaüs Toulouse**, énergie qui est ensuite revendue au fournisseur.



SOS Familles Emmaüs de Fougères

Le choix de son fournisseur et de sa source d'énergie est une première étape qui s'accompagne généralement de conseils en consommation d'énergie. La SOS Famille de Fougères, accompagne les familles pour réduire leur facture énergétique par des gestes simples. Par exemple, ne pas laisser la lumière allumée si vous n'êtes pas dans la pièce, ne pas laisser le chauffage allumé si les fenêtres sont ouvertes pendant plus de 10 min... Ce sont des petites économies (énergétiques et financières) mais mises bout à bout, elles peuvent en devenir des plus grandes à la fin de l'année !

Transports



Emmaüs Saumur

Et pourquoi pas **mettre à disposition des vélos** pour faciliter les déplacements des compagnons ? C'est ce que font la communauté **Emmaüs de Lot et Garonne** ou encore la communauté d'**Emmaüs de Nice**. Cela favorise la mobilité durable. Et toujours privilégier le **covoiturage...** plutôt que de voyager seul. C'est ce que font le comité d'amis et le **SOS familles de Saumur** et **Emmaüs Habitat Saumur**, lorsqu'ils se rendent à une Assemblée de Région. Cela est plus économique et bien plus convivial...



Emmaüs action ouest

Former à l'écoconduite a de multiples avantages : diminuer les risques d'accidents, réduire sa consommation de carburant, faire des économies d'énergie et d'argent. Emmaüs Action Ouest a réalisé une économie de 30% de sa consommation de carburant depuis la mise en place de l'écoconduite. Mais qu'est-ce que c'est ? C'est quand les conducteurs adaptent leur comportement sur la route en ayant une conduite plus souple ce qui permet de limiter les accélérations et d'anticiper les modifications de vitesse.

Ces premiers résultats mettent bien en avant que les groupes Emmaüs développent naturellement et depuis des années, des actions éco-responsables. L'objectif de cette approche est, d'une part, de partager ces retours d'expérience et d'autre part, de permettre à ceux qui le souhaitent de mettre en place ces actions. Nous nous dirigeons sûrement vers la transition écologique et solidaire !





Une formation pour faciliter la relation avec les clients



Inscrite au catalogue Formation depuis 2016, la formation « En situation d'accueil-vente » est réservée aux personnes accueillies et est proposée dans de nombreuses régions. Depuis deux ans, plus d'une soixantaine de compagnes et compagnons et de salariés.ées en insertion a été formée.

Cette année, trois sessions sont programmées : le **06 mars** à Paris, le **14 septembre** à Toulouse et le **08 novembre** à Angers.

L'équipe pédagogique conseille d'inscrire 2 à 3 personnes issues de la même structure, à une même session, afin que les échanges puissent se poursuivre au sein des groupes, au-delà de la journée de formation. Il est possible également de monter cette formation au sein de votre structure et de mobiliser un financement auprès de votre OPCA (Organisme Paritaire Collecteur Agréé). L'équipe formation est à votre disposition et peut vous accompagner dans cette démarche.



« Je suis impressionnée par la formation à laquelle ont participé 2 compagnes mardi : elles sont revenues rayonnantes, enthousiastes, enchantées, motivées, ... Bref, un vrai plaisir pour elles et pour nous qui les avons retrouvées dans cet état ! J'ai l'impression que le formateur a su les captiver et les renforcer dans leur fonction ! » Karine, responsable de communauté



3 Questions au formateur Bruno Milh

Peux-tu nous expliquer ce qu'est la formation « En situation d'accueil-vente, faciliter la relation avec les clients » ?

La formation part du constat que ce n'est pas facile tous les jours pour ceux qui travaillent avec le public, que ce soit au stand textile, meubles, livres... Certes il y a des clients sympas, mais il y a aussi de l'agressivité, du vol, des mensonges, du manque de respect et parfois plus...

L'idée de la formation c'est de faci-

liter la relation avec les clients. Par exemple, apprendre aux compagnes, compagnons, ou salarié.es en insertion, à rester centré sur l'accueil et la vente et quelle attitude adopter face à des situations de tensions, ou encore des solutions pour se protéger et garder un bon moral.

Peux-tu donner un exemple de mise en situation ?

Nous travaillons en formation sur la solution que chacun peut mettre en place selon une situation qui lui pose problème. Pour l'un ça va être une solution technique : par exemple utiliser la méthode du « disque rayé » avec quelqu'un qui insiste sans arrêt. Pour un autre ça va être une solution plus personnelle : revenir à une expérience passée dans laquelle il va trouver ses propres recettes pour dépasser ses peurs.

Qu'est-ce qui te motive dans le travail que tu mènes avec Emmaüs ?

Ce qui me plaît c'est la diversité des gens qui viennent en formation. Ils apportent tous quelque chose : leur personnalité, leur envie, leur crainte et beaucoup d'autres choses. A partir du moment où ils sont à l'aise, ils adoptent à leur façon ce dont nous parlons et ils s'en servent à un moment ou à un autre, à leur manière. Et puis j'apprécie aussi le fait que chaque formation est un moment sans jugement : personne ne juge personne.



« Ça nous a permis de rencontrer d'autres compagnons, de parler de mon travail, des difficultés de tous les jours, des petites consignes et conseils pour les jours à venir »

Amina, stagiaire de la formation



En savoir plus !

► Pour vous informer ou vous inscrire à la formation, envoyez votre bulletin d'inscription auprès de :

- Khadidiatou Souare
ksouare@emmaus-france.org
01 41 58 25 05



Service civique : le point sur la mission !

Vous souhaitez accueillir un.e volontaire pour une mission d'intérêt général, complémentaire aux activités traditionnelles d'Emmaüs et tournée vers les personnes accueillies ? Le service civique est le dispositif idéal pour ouvrir les portes d'Emmaüs aux jeunes qui souhaitent s'engager !

Le service civique universel vise avant tout à développer l'engagement et l'apprentissage de la citoyenneté auprès de la jeunesse, sans condition de diplôme. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans (30 ans pour les jeunes en situation de handicap) et leur permet de découvrir pendant 6 à 8 mois le quotidien d'une association et de contribuer à ses actions. Le volume hebdomadaire recommandé est de 24 à 28h.

Dans le cadre de l'agrément national entre Emmaüs France et l'Agence du Service Civique, une centaine de jeunes volontaires est accueillie chaque année au sein des groupes du mouvement, toutes branches confondues.

En savoir plus !

►► Pour plus d'infos :

- Anaïs Jaud, Responsable Vacances-Culture et Jeunesse
ajaud@emmaus-france.org / 01.41.58.76.96
- Caroline Georges, Assistante Pôle Vie Fédérale et Animation des Régions
cgeorges@emmaus-france.org / 01.41.58.51.08

1

Définir la mission

Préciser son contenu, sa durée et son volume horaire. Le service civique doit en effet répondre à un certain nombre de critères (accessibilité, complémentarité de la mission, respect du statut ...). L'offre de mission pourra être travaillée avec l'appui de la mission Jeunesse d'Emmaüs France.

2

Faire la demande de service civique

Faire la demande de service civique en envoyant la fiche de mission complétée à Anaïs pour validation et publication sur le site de l'Agence du Service Civique. Le lien vous sera envoyé afin que vous puissiez la diffuser dans votre réseau (réseaux sociaux, associations, mairie, mission locale, ...). Nous vous recommandons de transmettre votre offre de mission le plus tôt possible (idéalement 2 mois avant le début de la mission).

3

Recruter et réaliser le contrat

Une fois l'annonce publiée, vous recevrez directement les candidatures pour les missions proposées. Une fois le/la volontaire recruté.e, vous devrez transmettre à Caroline les documents nécessaires à la mise en place du contrat. Il faut compter une dizaine de jours pour permettre la validation du contrat par l'Agence des services et paiements (ASP). Il est impératif que le/la volontaire ne débute pas sa mission avant la validation par l'ASP.

Comment recruter un.e volontaire ?

Questions pratiques

L'indemnisation des volontaires

Chaque mois le/la volontaire perçoit une indemnité de 580,55€ décomposée de la manière suivante :

La structure d'accueil indemnise le/la jeune à hauteur de 107,58€
L'indemnité versée par l'ASP au volontaire est de 472,97€

La formation

Dans le cadre de son service civique, le/la volontaire a une obligation de formations :
 La formation civique et citoyenne, organisée par Emmaüs France tous les 3 mois environ. (une convocation est envoyée à chaque jeune par la mission Jeunesse)

La formation PSC1 (premiers secours) (une liste d'organismes délivrant la formation est disponible)

Par ailleurs, le/la tuteur/trice a également une obligation de formation. Chaque année, une formation à destination des tuteurs/trices est organisée par Emmaüs France.





Incendie à Mundolsheim : formidable élan de solidarité

"Au nom de toute l'équipe d'Emmaus Mundo, je tiens à remercier chacun.e d'entre vous pour les nombreux messages de solidarité et propositions de soutiens suite à l'incendie qui a ravagé nos locaux. Vous avez, en effet, été nombreux à nous proposer une aide bénévole, matérielle ou financière. Ces soutiens nous aident à continuer plus

que jamais dans nos actions sociales et solidaires."

Thierry Kuhn

►► Plus d'infos ou faire des dons

- Le site Internet du chantier d'insertion de Mundolsheim <https://emmaus-mundocom.espacedons.com/projet/developper-une-plateforme-de-solidarite>



Nouveaux Statuts et contrats d'affiliation : c'est parti !



Toutes les associations du Mouvement ont reçu, dans leurs boîtes mails, les nouveaux Statuts et nouveaux contrats d'affiliation. Si ce n'était pas le cas, vous pouvez contacter Elise pour les recevoir ! Pour certains groupes, des travaux

avec Emmaüs France sont engagés et devraient aboutir au plus vite. A partir de maintenant, vous pouvez donc faire évoluer vos Statuts, et/ou votre gouvernance, et nous renvoyer vos contrats d'affiliation.

►► Contact

- Elise Pradelle
epradelle@emmaus-france.org
06 87 59 79 98



Alerte ! Première victoire sur le front de la circulaire Collomb

Le Conseil d'Etat n'a pas suspendu le texte mais en a considérablement restreint les conditions d'application, en retenant l'essentiel des points que nous avons défendus :

- Les équipes mobiles ne peuvent recueillir auprès des personnes hébergées dans les centres que les seules informations que celles-ci ont accepté de leur communiquer ;

- La circulaire ne confère aux équipes mobiles, par elle-même, aucun pouvoir de contrainte tant à l'égard des personnes hébergées qu'à l'égard des gestionnaires des centres ;
- La circulaire n'autorise pas à collecter des informations en violation de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

► Pour tout savoir, consultez le communiqué de presse : <http://emmaus-france.org/recours-des-associations-contre-la-circulaire-du-12-decembre-la-decision-du-conseil-detat-retient-l-essentiel-des-points-soulevés-par-les-associations/>

21 février 2018 : Journée de deuil pour les droits des étrangers devant la Préfecture de Paris...



... Un rassemblement express pour dénoncer les dérives du projet de loi Asile-immigration, qui menace le droit d'asile en France, présenté le même jour en Conseil des Ministres.



